

## Autonomisation des francophonies minoritaires canadiennes, 1900-1950

POLIQUIN, Laurent – *De l'impuissance à l'autonomie. Évolution culturelle et enjeux identitaires des minorités canadiennes-françaises*, Sudbury, Éditions Prise de Parole, 2017, 353 p.

BOURQUE, Denis et Chantal RICHARD – *Les conventions nationales acadiennes 1900-1908*, Québec, Septentrion, 2018, 292 p.

En 2018, le trentième anniversaire de la plus récente *Loi sur les langues officielles* nous invite à développer les histoires différenciées des communautés francophones minoritaires en diverses régions de la fédération canadienne. La période d'épanouissement qui s'ouvre avec les travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1969), soutenue par la loi de 1988, égalise le sort de ces communautés, mais tend par le fait même à cacher leurs spécificités régionales. Les récentes études de Laurent Poliquin, d'une part, et de Denis Bourque et Chantal Richard, d'autre part, permettent d'aborder ces multiples francophonies canadiennes, sans présumer une unité originelle, pour une période qui demeure méconnue des non-spécialistes : la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, période riche en revendications qui ne porteront fruit que beaucoup plus tard.

L'œuvre de Poliquin est tirée d'une thèse de doctorat qu'il a soutenue à l'Université du Manitoba en 2012 et développée au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Dans *De l'impuissance à l'autonomie*, l'auteur, qui est également poète et enseignant, conteste l'argumentaire qui attribue à la Révolution tranquille des années 1960 la désintégration d'une francophonie pancanadienne. Selon Poliquin, une fracture culturelle et politique s'ouvre entre le Québec et les francophonies minoritaires à partir de 1910, date qui marque le début d'une série de crises scolaires qui secouent les Canadiens français de l'Ontario, du Manitoba, et de la Saskatchewan. L'auteur trace l'évolution de ces controverses en trois grands chapitres, chacun établissant les faits de la controverse et les procédés d'analyse littéraire dont l'auteur fait usage. À partir d'un échantillon de sources – principalement un corpus de journaux francophones du Québec, de l'Ontario et de l'Ouest et de littérature pour la jeunesse –, Poliquin aborde et analyse les « moments discursifs » que représentent ces crises.

Poliquin prend pour point de départ le discours national canadien-français, axé sur la survivance, supposément uniforme par tout le Canada jusqu'au début

des années 1910. Il est vrai que la réaction au Règlement XVII en Ontario rappelle la levée de boucliers par suite de l'affaire Riel, mais la Première Guerre mondiale et la première crise de la conscription transforment le discours national et révèlent une certaine impuissance du Québec à l'égard des francophones au-delà de ses frontières. Fait étonnant qui témoigne peut-être de cette impuissance, certains journalistes osent comparer l'ennemi allemand à l'assimilateur anglais aux tactiques prussiennes. Chez les Canadiens français, la lutte se livre autant au pays qu'outre-mer, le premier aspect étant aussi important que le second, sinon davantage.

Or l'analyse des trois questions scolaires qui minent l'enseignement en français de 1912 à 1931 est trompeuse, puisqu'en fin de compte, selon l'auteur, ce sont deux événements aux répercussions plus larges qui scindent définitivement une francophonie primordiale canadienne (p. 286-287, 292-293). Lors de la crise économique des années 1930, une chute de l'appui moral et financier des Québécois aux francophones ailleurs au pays se produit. Mais Poliquin affirme sans équivoque que la responsabilité de la déchirure culturelle n'est pas attribuable uniquement au désintérêt du Québec. Dans l'entre-deux-guerres, les groupes minoritaires francophones de l'Ontario et de l'Ouest cherchent à cimenter leur autonomie et construisent leurs propres réseaux institutionnels. Un souci de mobilité socioéconomique et l'ouverture au bilinguisme expliquent la faible contestation de l'imposition de l'anglais comme unique langue d'enseignement en Saskatchewan au début des années 1930. *Le Devoir* fait figure solitaire en prônant, haut et fort, la collaboration des Canadiens français d'un bout à l'autre du pays et aux États-Unis, mais semble aussi présumer une unité culturelle qui, en réalité, est de plus en plus fictive. Pour sa part, la littérature jeunesse à l'extérieur du Québec fait valoir le stoïcisme et abandonne le discours de combat.

Le deuxième événement significatif, la crise de la conscription de 1944, confirme ce tournant. De l'Ontario à l'Alberta, la presse francophone manifeste le désir d'un vivre-ensemble fraternel entre « races »; on repère des anglophones de bonne foi avec qui, sur un pied d'égalité, on peut poursuivre la construction d'un Canada uni et bilingue. C'est surtout *Le Droit* d'Ottawa qui représente ce courant. Ce journal, comme ses homologues de l'Ouest, cherche à transcender (sinon à atténuer) l'hostilité due à la conscription et à mettre l'accent sur le dévouement patriotique et militaire des Canadiens français à l'étranger. Au même moment, les élites francophones avancent un enseignement de l'histoire canadienne-française qui, plutôt que de refléter le vécu du Québec, reconnaît les particularités des autres régions du pays.

Poliquin bouscule parfois lui-même l'intéressante chronologie qu'il développe. Il suit Pierre Anctil en affirmant qu'une transformation de l'identité canadienne-française est en cours dans les années 1920 (p. 161). Ainsi il déclare que « La rupture du Canada français est entamée dès la crise scolaire en Acadie en 1871, lors de celle au Manitoba en 1890 et surtout après la pendaison de Louis Riel en 1885. Ce qui rejoint l'idée d'Yves Frenette, qui croit, d'une part, que "les jeux se sont faits beaucoup plus tôt, en fait dès le moment où les Canadiens français se sont installés à l'extérieur du Québec" [...] » (p. 246). Conjugué au mépris du

Québec à l'égard de ses expatriés (p. 251-252) dans les années 1880 et 1890, cet énoncé, qui demeure sans réfutation, révèle un processus de séparation plus long, peut-être plus difficile que ne l'indiquent les « moments discursifs » soulevés par Poliquin.

Cette séparation s'explique peut-être par l'évolution unique de la question culturelle dans chacune des provinces, évolution distincte parce que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique protège les droits religieux mais non les droits linguistiques. (L'article 23, auquel Poliquin fait référence [p. 21], ne date pas de 1867; il appartient plutôt à la Charte des droits et libertés adoptée en 1982; c'est à l'article 93, qui ne dit rien de la langue dans les écoles, que l'auteur veut faire référence.) Bien qu'agissant au nom de l'efficacité administrative, les gouvernements provinciaux ont été dans leurs droits constitutionnels d'introduire des régimes scolaires assimilateurs. Il est toutefois juste, pour donner à l'auteur le dernier mot, d'affirmer que « malgré l'existence de considérations idéologiques communes aux journaux canadiens-français, des crises provinciales et nationales antérieures à la révolution tranquille modifient dans l'espace médiatique le sentiment d'appartenance des minorités françaises au Canada français et à la nation canadienne » (p. 18).

Œuvre ambitieuse, *De l'impuissance à l'autonomie* intègre en un seul récit différents sites de lutte culturelle, différents corpus législatifs, des courants idéologiques qui coexistent malgré leur opposition ainsi qu'un vaste répertoire de sources. C'est donc un livre qui « bouge » et qui récompense l'attention qu'on lui voue; ce n'est pas une piètre réalisation de réunir en un volume l'expérience de communautés francophones très différentes les unes des autres sans brouiller ces différences. Il est coiffé, en annexe, de trois tableaux chronologiques, dont un dédié aux crises scolaires à caractère culturel de 1858 à 2012. L'étude inclut aussi un « Répertoire littéraire jeunesse au Canada français : des origines à 1949 », intéressant outil bibliographique de plus de 20 pages.

Le regard analytique de Poliquin se porte vers l'Ouest parce que l'auteur hésite à placer les Acadiens dans la grande famille canadienne-française; ultimement, il se penche sur la diaspora québécoise (p. 19-21). Les Acadiens ont un vécu historique et identitaire distinct datant des premières heures de la colonisation française en Amérique. Et si l'œuvre de Bourque et Richard côtoie l'époque qu'étudie Poliquin et anticipe à certains égards les grandes questions scolaires de l'Ontario et de l'Ouest, les enjeux chers aux francophones des provinces de l'Atlantique au début du XX<sup>e</sup> siècle reflètent en effet un parcours unique.

Dans *Les conventions nationales acadiennes 1900-1908*, Bourque et Richard donnent suite à une œuvre semblable qu'ils ont publiée à l'Institut d'études acadiennes en 2013, ce premier tome rapportant les discours et les actes des conventions acadiennes tenues de 1881 à 1890. Si Ferdinand Robidoux avait rassemblé les actes de ces trois congrès dans un livre publié en 1907, il n'existait jusqu'à récemment aucune œuvre rapportant les faits des congrès suivants, organisés par la Société nationale de l'Assomption, qui ont eu lieu à Arichat, en Nouvelle-Écosse (1900), à Caraquet, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick (1905), et à Saint-Basile, dans le Madawaska (1908). Ainsi, les recherches

considérables de Bourque et Richard, principalement axées sur trois journaux acadiens de l'époque, sont pleinement justifiées, car elles visent à reconstituer l'intégrale de ces conventions de début de siècle.

Outre une section biographique, en appendice, qui présente les principaux orateurs, les discours et les travaux de ces conventions occupent la plus grande partie du livre. Seule la section sur la convention d'Arichat paraît mince; les quatre discours qui en sont reproduits reflètent simplement le compte rendu limité qu'en fait la presse francophone de l'époque. Pour ne pas laisser leurs lecteurs et lectrices au dépourvu, Bourque et Richard préfacent les documents d'une introduction de plus de 50 pages (p. 9-62) qui dépeint le contexte historique et soulève les éléments de continuité et de changement. D'une convention à l'autre, le culte du passé est constant. Laïcs et membres du clergé orientent leurs discours empreints de douleur autour de l'expulsion des années 1750. Ces orateurs interposent histoire moderne et récits bibliques afin de consacrer les sacrifices encourus par le peuple acadien. En 1908, le supérieur du Collège Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse, l'abbé Patrice-Alexandre Chiasson, n'hésite pas à faire des Acadiens demeurés catholiques un peuple providentiellement choisi, intimement lié par son passé et son présent à l'Église et à Dieu (p. 174-181).

Or le nationalisme religieux traditionnel a ses limites, comme le soulignent Bourque et Richard. À Caraquet, le sénateur Pascal Poirier s'en prend à l'Église même, ne ménageant pas ses paroles à l'endroit de ce corps qui est pourtant si identifié aux aspirations nationales de l'Acadie et qui lui a fourni une si forte part de ses élites. Selon Poirier, l'État s'est fait plus généreux envers les Acadiens que la hiérarchie de l'Église catholique. Au sein de cette dernière, un joug irlandais prévaut et bloque la nomination d'un évêque francophone (qui se produira, en fait, sept ans plus tard) tout comme l'épanouissement de la langue française. La teneur de ses paroles est telle que, lors d'une rencontre peu après le congrès, Poirier et le délégué papal Donato Sbaretti se livrent à une violente altercation qui tourne presque à la bagarre (p. 38-43, 123-131, 246-255).

L'introduction de Bourque et Richard s'arrête surtout à deux autres moments clés. D'abord, il y a le sermon de l'abbé Joseph-Romain Doucet à Caraquet, le seul qui concerne principalement la femme acadienne. Il s'agit d'une pièce conçue par un clerc entièrement de son temps, attaché à un idéal traditionnel de la famille, très rigide, dont le contenu ne surprend point. Puis, il faut aussi noter les dissensions. Loin de faire front commun à tous égards, les délégués acadiens expriment différentes visions du progrès. La convention de Saint-Basile reflète la rivalité croissante de deux organisations, « la Nationale » et « la Mutuelle » (p. 44-45), la première consacrée à la survivance et à la ruralité, l'autre, fondée au Massachusetts, dotée d'une vocation financière et prête à reconsidérer le paysage économique de l'Acadie. Dans le débat qui suit, on perçoit l'écho d'une question semblable qui, nourrie par l'exode rural et l'émigration aux États-Unis, anime les élites québécoises depuis plus d'une génération.

La vue d'ensemble qu'offrent les éditeurs ne permet pas une analyse approfondie de ce qu'on appelle communément la renaissance acadienne. Le rapport qu'entretiennent les trois conventions de ce tome à celles des années 1881-

1890 est largement occulté, alors que le long intermède entre la convention de Pointe-de-l'Église, en Nouvelle-Écosse, en 1890, et la réunion d'Arichat (qu'on situe par erreur à l'Île-du-Prince-Édouard, à la p. 10) demeure sans explication. Indirectement, on est aussi porté à réfléchir sur la place de l'éducation du peuple au cours de ce réveil acadien. Les lois sur l'instruction publique neutre adoptées dans les provinces de l'Est de 1864 à 1877 (p. 16-18) ont nui à l'enseignement en français et les conventions se lamentent, parfois en vain, sur le régime d'enseignement imposé aux Acadiens. Si cette renaissance est marquée d'une mobilisation culturelle croissante et de percées politiques, serait-elle aussi une époque d'acculturation et d'anglicisation? Ces congrès refléteraient-ils autant une profonde anxiété quant à la génération qui doit suivre qu'un sentiment de fierté?

Les œuvres de Poliquin et de Bourque et Richard, disparates bien qu'elles soient d'un point de vue géographique, permettent de suivre les tribulations des francophonies canadiennes – la forme plurielle est de rigueur – à une époque où les régimes linguistiques provinciaux sont les moins favorables aux francophones. Une forme de survivance qui lierait foi, langue et culture semble de prime abord animer chacune de ces communautés, mais force est de constater que l'idéologie traditionaliste des Canadiens français du Québec ne s'exporte pas aisément. En effet, un piège guette les historiens dans les écrits des idéologues de l'époque, pour qui « la langue [était] gardienne de la foi » et vice versa. Ces deux aspects de leur identité évoluent séparément. Les cas répertoriés par Poliquin indiquent que les législateurs provinciaux peuvent s'en prendre à l'enseignement du français sans toucher aux droits des catholiques. En maints endroits, l'Église cherche à réconcilier ses différents éléments nationaux; elle ne peut cependant répondre à l'ensemble des réclamations des francophones. Comme chez les Franco-Américains, elle cause de profondes déceptions (Poirier en est un exemple) qui inspirent des sentiments – mais aussi des discours et des tracts – à saveur anticléricale.

La contribution historiographique de ces deux livres, surtout apparente lorsque ces études sont mises en conversation l'une avec l'autre, est en partie conceptuelle : on nous rappelle que les francophonies minoritaires canadiennes ne sont pas de simples reproductions en miniature de la société québécoise. Si les chercheurs le savent depuis longtemps, le récit historiographique dominant a toutefois souvent fait du Québec le centre d'une francophonie unitaire canadienne qui doit toujours être rapportée et comparée à la Belle Province. Avec *De l'impuissance à l'autonomie* et *Les conventions nationales acadiennes 1900-1908*, on « décentre » davantage le Québec pour reconnaître le caractère pleinement distinct des Acadiens et des Canadiens français ailleurs au pays, caractère modelé par les divers régimes législatifs provinciaux. La soi-disant relation de dépendance est réfutée, et c'est pourquoi Poliquin peut discuter d'une « autonomisation » (p. 284) qui précède de plusieurs décennies la Révolution tranquille. Dans les provinces de l'Atlantique, les congrès acadiens révèlent de façon semblable un parcours unique qui échappe à un métarécit national.

L'apport de Poliquin et de Bourque et Richard à la littérature savante est peut-être aussi important en raison des sources qu'ils introduisent et de l'usage qu'ils

en font. La littérature pour la jeunesse et les rapports de conventions (désormais disponibles autrement que dans les journaux d'époque) permettent, de manière novatrice, de faire état de la mobilisation culturelle des minorités dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. S'y trouvent les récits que ces communautés ont construits et communiqués à la génération suivante, récits qui évoluent au gré d'entraves éducationnelles et d'opportunités économiques. Et si on les doit à un petit groupe d'élites cléricales, littéraires, journalistiques et politiques, leur influence et leur impact ne peuvent être niés. Le long combat culturel aboutit, dans les années 1940, à une vision de la fédération qui, moins préoccupée par une inconditionnelle survivance, ressemble fortement à ce qui ressortira de la commission Laurendeau-Dunton quelques décennies plus tard.

Patrick Lacroix  
*Phillips Exeter Academy*